

SERVICES ECOSYSTEMIQUES ET SAVOIRS ENDOGENES AU SENEGAL, ENJEUX D'UN ENTRE-DEUX ENTRE "CONSERVATION" DE PATRIMOINE ET MONETARISATION: ELEMENTS DE MISE EN DEBAT

Dr. Mouhamadou Mawloud DIAKHATÉ, Maître de Conférences. Laboratoire Leïdi «Dynamiques des territoires et développement»/Laboratoire Mixte International PATEO "Patrimoines et territoires de l'eau"/Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal).

Contact: mdiakhate10@yahoo.com

Résumé

La question de la conservation et de la monétarisation des services écosystémiques au Sénégal que nous posons reprend, en partie, les éléments du débat actuel sur la notion de patrimonialisation du savoir endogène et de sa valorisation économique qui impose une posture particulière, mentale et comportementale des initiés. La conservation de la biodiversité, des ressources et, en un mot, de l'environnement global des écosystèmes des différentes zones écogéographiques du pays- d'ailleurs fragilisés par les extrêmes climatiques et les prélèvements inconsidérés- tirerait le meilleur parti d'une reconsidération économique des services sociaux rendus. La monétarisation des services écosystémiques pourrait-elle être une garantie de durabilité des ressources naturelles ou serait-elle un facteur d'accélération de leur dégradation ?

Mots-clés: services écosystémiques - savoirs endogènes - enjeux environnementaux – conservation - monétarisation

Abstract

The issue of conservation and monetization of ecosystem services in Senegal which we study, uses, in part, the elements of the current debate on the concept of inheriting endogenous knowledge and its economic valorization that imposes a particular mental and behavioral posture to the initiated people. The conservation of biodiversity, resources and, in short, the global environment of ecosystems of the country – made vulnerable by climate extremes and the non-considered measures- would take advantage of an economic reconsideration of the social services given. Then, it is worth pondering whether the monetization of ecosystem

services could be a guarantee of sustainability of natural resources or whether it would be a factor that increases their degradation?

Keywords: ecosystem services - local knowledge - environmental issues - conservation - monetization

Introduction

Au Sénégal, en dehors des politiques de mise en défens et de protection des aires d'intérêt naturel et stratégique, menées depuis la colonisation française et poursuivies par l'Etat, il n'existe aucune formalisation des services apportés par les savoirs traditionnels et par les écosystèmes. Pourtant, dans tous les marchés en ville et en brousse, les produits issus des terroirs de la mangue au pain de singe, notamment, ceux à vertu médicinale dont la manipulation requiert une connaissance exotérique avérée occupent des espaces dédiés. Dans aucun marché de Dakar, de Thiès, de Kaolack, de Touba ou ailleurs, l'espace "pharmacopée" n'est absent or, à ma connaissance, aucune étude scientifique de référence n'est consacrée aux impacts social, économique et environnemental de l'usage de cet "or vert" (Photo n°1). Seules existent des études de reconnaissance phytosociologique et/ou de classement biochimique, menées par quelques officines, dont l'objet touche plus la qualification des espèces et/ou la détermination de leurs "principes actifs" que la quantification dans l'espace et dans le temps de leurs usages et leurs effets économiques sur les revenus et la santé des populations.

Notre contribution à l'ambition de poser le débat sur les interactions entre les services écosystémiques et les savoirs traditionnels ou endogènes en rappelant les aspects philosophiques et pratiques de la charge sémantique de ces concepts. Ainsi, nous nous consacrerons à la mise en relation entre la notion de patrimonialisation dans ses dimensions anthropocentrées où la conservation du savoir naturel par des initiés est légitimée par son intérêt et sa valeur sociétale et la valorisation monétaire qui impose une posture particulière d'abord mentale et comportementale de ces mêmes initiés puis enfin de l'Etat du Sénégal compte tenu des traités et conventions, signés par celui-ci, liés à la conservation de la biodiversité et de l'environnement global.

Aussi pour éviter les errements que peuvent induire les discussions autour d'un sujet de cette nature, le choix est fait ici de ne point traiter des questions de valorisation agricole voire agro-industrielle de tel ou tel produit de terroir mais, au nom d'un certain pragmatisme de nous interroger sur le rôle des savoirs écologiques traditionnels autrement dit des savoirs endogènes dans la (re) formulation de nouveaux référentiels de valeurs et de bénéfices conformément à l'impératif de développement durable auquel sont invitées les sociétés sénégalaises. L'objectif est de construire la rentabilité de la conservation telle que l'envisage l'écologue chimiste T. Eisner (1980) qui souligne "l'intérêt économique de l'étude des propriétés chimiques des substances issues des écosystèmes tropicaux (...). L'identification de principes actifs et de propriétés utiles pour l'industrie peut donner lieu à des partenariats (...)

pour le bénéfice mutuel des participants. La prospection chimique ou la bioprospection est en effet une source d'innovation pour l'industrie, et elle peut constituer une option viable pour le développement local, pour autant que les populations et Etats du Sud bénéficient des retombées des projets en leur qualité de gestionnaires des espaces menacés et des espèces et ressources convoitées".

Photo 1. Vue partielle de la formation végétale à Kabrousse



Source: DIAKHATE M. M. (juillet, 2013)

Photo n° 1: Photographie personnelle prise à Bouyouye, Casamance, juillet 2014

La monétarisation des savoirs endogènes doit-elle mener à leur brevetage? La bioprospection et le développement des techniques de génie génétique (transgène) ajoute V. Boisvert (2013) ouvrent de nouvelles applications pour les plantes et des perspectives économiques pour les détenteurs des ressources naturelles souvent exclues du champ de la propriété privée. Cependant, "si une telle évolution peut être perçue positivement par ceux qui y voient le moyen de décupler les profits tirés des substances naturelles issues des (écosystèmes), (...), elle est considérée avec méfiance (...) notamment dans le monde agricole". Il ne s'agirait point d'homogénéiser les cultures encore moins de tendre vers une "biopiraterie" aux enjeux économiques et politiques plus que symboliques.

1. Éléments de cadrage

Perçue à la fois comme des services d'approvisionnement, de régulation, de valorisation et de soutien, la notion de "Services Ecosystémiques", circonscrite par les définitions données notamment par le Millenium Ecosystem Assesment (MEA, 2005), entretient une confusion sémantique relative aux différentes perceptions qui relèvent du complexe des interactions entre les sociétés et les écosystèmes.

La qualification économique des Services Ecosystémiques (S.E.) dont ceux tirés des savoirs dits endogènes et leur "paramétrage" monétaire posent un certain nombre de problèmes liés à la pluralité des approches d'école qui renvoient, essentiellement, à des choix sociétaux

«libres» mais répondant à des impératifs économiques et commerciaux ou «imposés» par le respect des dispositifs politiques liés aux engagements internationaux de l'Etat et application dans les politiques publiques. Libres ou imposés ces choix sont effectués en fonction de plusieurs postures:

- sous l'empire de l'altruisme autrement dit du souci de conservation des écosystèmes pour les générations à venir;
- sous la direction de l'égoïsme qui conduit à la conservation des écosystèmes pour soi même;
- ou de l'idéalisme à travers la volonté de conserver les écosystèmes pour ce qu'ils sont ou pour ce que les hommes veulent bien en faire. D'où la ligne tenue de démarquage entre l'esprit de «conservation» des savoirs endogènes entourés par un halo de mystères et l'esprit de «matérialisation» des services rendus par les écosystèmes qui désacralisent quelque peu les ressources que proposent ceux-ci. En d'autres termes, le bois sacré est-il sacré parce que les essences qu'il renferme sont rares ? Ou est-il sacré parce que les hommes en ont décidé ainsi lors de leur construction sociétale ?

Sous ce rapport, la notion non intuitive de service écosystémique. ne renvoie t-elle pas à des questions d'ordre épistémologique, philosophique et éthique. Si c'est le cas, c'est bien de la place de l'homme dans l'écosystème qu'il s'agit de déterminer à travers l'adéquation de la notion de service écosystémique et la perception qu'en ont les acteurs. En vérité, cette notion est une construction occidentale "benefits supplied to human societies by natural ecosystems" qui part d'un principe de séparation entre les sociétés humaines et les écosystèmes naturels ou encore pour reprendre le mot de Descola (2005), d'un principe de séparation entre nature et culture. Or, seules les sociétés occidentales ont une telle vision naturaliste, la plupart des autres sociétés ont une vision plus intégrée fondée sur des valeurs animistes et totémistes. En Afrique, en général, et au Sénégal, pour ce qui nous concerne, l'homme est au cœur de l'écosystème, il est le cœur de l'écosystème.

Les controverses engendrées par la notion de service écosystémique ne sont pas seulement liées à la définition du concept. Plusieurs problématiques associées peuvent être soulevées parmi lesquelles la prise en compte de la dimension "terroir" qui qualifie et donne du sens aux savoirs endogènes.

Communément admis comme le résultat d'une construction cognitive et symbolique, le terroir est un espace de rencontre (ou d'interface) entre la nature et l'homme qui y trouve les ressources naturelles nécessaires à son existence matérielle. C'est à travers l'offre c'est-à-dire la capacité de la nature que se structurent les conditions pratiques de l'existence d'un individu (et de son groupe) à l'intérieur d'un terroir, lesquelles conditions pratiques l'informent, d'ailleurs, sur sa propre identité. D'où, le rôle de lien mieux de liant social, identitaire voire politique qu'assure le terroir dans la construction d'un anthroposystème et dans les processus de production économique et de reproduction sociale de ce même anthroposystème. Alors, nous ne nous étonnerons guère que des peuplements de baobabs (*Adansonia digitata*) ou de tamariniers (*Tamarindus indica*) en terroirs Wolof ou Sérère, au-delà de leurs apports en

termes alimentaires et médicaux, jouent d'autres rôles sociaux et environnementaux que seuls les initiés peuvent percevoir. Mieux, dans le *Notto-Diobass* ancestral, en pays *Sérère*, "ceux qui savent" pouvaient identifier et retrouver une personne fautive d'un crime quelconque en flagellant un arbre choisi dans la brousse qui aura personnifié tour à tour tous les suspects! Seul le fautif ressent les coups portés à l'arbre! Dans un autre registre, l'indifférence portée par les populations de Saint-Louis à la mangrove qui peuple le bas-delta du fleuve Sénégal, formation végétale particulière voire mystérieuse sous cette latitude, est assez explicative de son état général marqué par une régression des aires de peuplement nonobstant le rôle écologique qu'elle y joue (photo n°2).

Photo 2. Un halo de mystères et autant de services dans la Mangrove



Source: DIAKHATE M. M. (juillet 2014)

Photo n° 2 : Photographie personnelle prise au fil de l'eau des Bolongs dans les environs de Karabane, Casamance, juillet 2014

Les exemples de connaissances du terroir sont d'ailleurs nombreux en Afrique. Les plus édifiants, entre autres, sont constitués par la maîtrise du temps et de l'espace par les chasseurs *Bushman* qui se nourrissent du cactus *Hoodia*, lors des parties de chasse qui durent des jours, véritable coupe-faim et inhibiteur de plaisir ou par les techniques anti-érosives et les cultures en terrasse très élaborées du *Zai* (culture en poquet) pratiquées au *Yatenga* au Burkina Faso ou encore l'agrosystème *Tupuri* qui s'individualise par son originalité remarquable par la conservation des "semences de leur père". Partant de ces exemples, quelle valeur économique et monétaire peut-on conférer aux savoirs endogènes s'ils ne sont pas suffisamment intégrés dans le référentiel qui mesure l'évolution d'un anthroposystème par rapport à l'écosystème qui l'abrite (au terroir) autrement dit, son niveau de « développement » ? Comment peut-on mesurer l'émancipation de l'homme par rapport aux contraintes et servitudes posées par l'environnement ?

Les enjeux seraient, nous semble-t-il, de sortir les savoirs endogènes de leur ghetto façonné par le culte du secret puis de les intégrer dans les processus de production économique exogène. Peut-on d'ailleurs tirer d'un écosystème menacé dans ses équilibres fondamentaux

les ressources qui fondent la « qualité » des savoirs endogènes ? Autrement dit, ces savoirs ne se construisent-ils pas sur le lit d'une nature saine et mythifiée pour être protégée et pérenniser ? Ne sont-ils donc pas un service rendu par les écosystèmes, qu'il faut prendre comme tel ? La forêt classée de *Bandia*, dans la région de Thiès, a de par sa mise en défens systématique conservé beaucoup d'essences rares qui ont pratiquement disparues d'une zone fragilisée par les artefacts (carrières et mines) et la péjoration du climat sahélien.

2. Valorisation des écosystèmes et "conservation" des savoirs endogènes: quels enjeux ?

En toile de fond de la nature des enjeux économiques, lorsque les services que l'on peut tirer des systèmes anthropiques différents (cultivateurs *Wolof*, éleveurs *Peul*, pêcheurs *Niominka*) d'un écosystème (ou de plusieurs écosystèmes) impliquent des modalités d'exploitation concurrentielles et/ou conflictuelles, se pose la question de la valorisation des terroirs. Valoriser le terroir pour qui ? Et comment ?

La mise en débat des incertitudes scientifiques et sociétales associées à la notion de service écosystémique implique une démarche méthodologique basée sur la confrontation et l'intégration des points de vue scientifiques des différents champs disciplinaires (Photo n° 3, 4 et 5), la revue des intérêts des différents acteurs en relation avec un état de connaissance exhaustive du fonctionnement des écosystèmes, la caractérisation des valeurs intrinsèques associées aux écosystèmes et leurs dynamiques en relation avec les pressions socio-économiques exercées lors des prélèvements et les mutations liées aux dynamiques constatées comme le changement climatique, la pollution de l'eau, la salinisation des sols ou, entre autres, les migrations.

Les éléments de la mise en débat reposent sur l'économie des controverses entre les scientifiques provenant de différentes disciplines et celle entre acteurs directement ou indirectement concernés par les savoirs endogènes et qui ont différents intérêts à défendre ou pas la nature. Ces éléments sont d'autant plus importants que le déficit de connaissance des écosystèmes dans notre pays (incertitudes épistémiques) et les mutations encore structurellement inachevées liées aux dynamiques et changements constatés (incertitudes ontologiques) maintiennent nos sociétés traditionnelles dans une situation imprédictible concernant les évolutions des terroirs (donc des écosystèmes).

Notre interrogation est certes provocatrice mais, elle vise à réduire les incertitudes liées à l'ouverture des savoirs endogènes et à prendre la mesure des dynamiques sous-jacentes à savoir les relations de cause à effet qui sont encore pour la plupart méconnues, ou encore les servitudes qu'imposent les relations organiques et systémiques qui caractérisent, par exemple, l'exploitation « minière » de tel ou tel écosystème de notre pays. De plus, il ne faudrait pas sous-estimer dans l'analyse les impacts liés au nouveau mode de gouvernance territoriale induit par l'approfondissement de la décentralisation au Sénégal à travers l'Acte III. Ce dernier consacre les communautés rurales qui deviennent des communes de plein exercice et comme telles ont de larges prérogatives concernant l'administration de leurs territoires.

Nous l'avons dit, si la notion non intuitive de service écosystémique renvoie à des questions d'ordre épistémologique, philosophique et éthique, les savoirs endogènes convoquent la discussion de la place de l'homme dans l'écosystème. Autrement dit, comment faire considérer et faire accepter par le commun des mortels (non initié) qui vit à l'intérieur ou en marge d'un écosystème, qu'un arbre quelconque n'est pas qu'une simple composante du paysage mais, qu'il peut être rare ou nombreux et avoir une très haute valeur environnementale.

Dans un autre registre, peut-on imaginer que les quelques cinq cents (500) guérisseurs *Sérère* de la région du *Sine*, membres de *Malango* décident de déchiffrer le code et rendre lisible l'illisible ? La «barrière de potentiel», comme le dit Guissé (2010), qui protège les savoirs endogènes transmis par les *Pangool* sous la forme la plus impénétrable qu'est l'oralité, est-elle amenée à disparaître sous l'appel à la rationalisation des savoirs c'est-à-dire cette «trame de sens qui insère l'homme avec un minimum de crainte dans un univers cohérent et prévisible»? (Le Breton, 1995).

Photo 3. Kaléidoscope des affections traitées qui atteste d'un réel savoir



Source: Photographie empruntée sur la toile

Photo 4. Image sous-verre expressive de la réalité sociale



Source: Reproduction d'une "peinture sous-verre" exposée au marché Kermel à Dakar

Photo 5. Paniers d'herbes, d'écorces et graines et de racines curatifs



Source: Photographie d'un étal au marché Castors à Dakar

La rationalisation des savoirs conduit à leur monétarisation avec le risque de la déconstruction des traditions culturelles qui signifierait la fin des lieux de culte, des écoles initiatiques, des rites de passage, etc. Que restera-t-il dans ce cas des savoirs endogènes ? La réponse est l'ineffable mystère, celui qui vivifie l'homme et donne un sens à sa vie. D'où le bémol que nous mettons en proclamant la fin probable des savoirs endogènes face à leur monétarisation en tant que service écosystémique. Ou alors, faudrait-il conserver les savoirs endogènes comme un patrimoine que l'on exhibe pour attester d'un état de savoir-faire et de "technicité", d'un niveau culturel d'une société dont on tire un bénéfice moral. Dans les deux cas, est-ce le savoir qui détermine la valeur des services écosystémiques ou est-ce la qualité de l'écosystème qui inspire le savoir ? Quel peut être le prix réel du savoir inspiré par l'écosystème ?

Si depuis la nuit des temps le savoir est détenu par un nombre restreint d'initiés auquel est révélé le secret des écosystèmes, quel peut être son prix lorsque qu'il est vulgarisé ?

3. Problématique de la monétarisation des savoirs endogènes en tant que services écosystémiques

La monétarisation des savoirs endogènes ne saurait sortir du moule de l'évaluation économique des services écosystémiques qui repose sur les services de supports, d'approvisionnement, de régulation et sur les services sociaux. Ce sont ces derniers services qui sont généralement pris en compte lorsque l'on s'interroge sur l'impact des savoirs endogènes sur les modes de production et de reproduction sociétale des sociétés «traditionnelles».

D'où la difficulté de mesurer le «service» des savoirs endogènes en termes monétaires car, ce sont des bénéfices non-matériels qu'obtiennent les hommes à travers les écosystèmes qui

signifient un patrimoine spirituel, un moyen de développement cognitif, une ressource à exploiter et conserver. Au-delà des relations sociales auxquelles invite le service des savoirs endogènes, plusieurs autres valeurs peuvent entrer dans le processus de monétarisation à savoir les valeurs esthétiques qui peuvent conférer aux terroirs une plus-value en termes d'aménagement, les valeurs sociales liées aux possibilités d'emploi à travers la gestion de l'écosystème, sa restauration, sa protection etc., les valeurs patrimoniales (comme les bois sacrés de Kabrousse ou les *Kalounayes* en Casamance), les valeurs économiques liées à la transformation des ressources naturelles (récréation, tourisme, médecine, etc.).

La monétarisation des savoirs endogènes en tant que service écosystémique doit intégrer les produits non-marchands du capital naturel dans les règles de mesure des enjeux macroéconomiques. Il nous semble que les ruraux qui pratiquent la pêche, le jardinage de case et l'élevage n'ont pas les mêmes besoins de santé que les citadins ! Une vieille lune voudrait que le « ruraux » soient plus solides que les « citadins » ! Parce que s'alimentant mieux et de façon équilibré ? Le Produit National Brut du Sénégal prend t-il, dans ses calculs, suffisamment compte de l'Indice de santé sociale ou l'Indicateur de progrès véritable ?

La monétarisation des savoirs endogènes peut-elle être pertinente sans la reconsidération de la notion de Valeur ? La Valeur entend à la fois les valeurs d'usage et les valeurs de non-usage. Les valeurs d'usage sont des valeurs directes (biens) et indirectes (services); les valeurs de non-usage sont des valeurs d'existence et de legs. Qu'en sera t-il des valeurs d'échange ?

Sans beaucoup philosopher, la valeur d'un objet (ou d'une chose) est par sa rareté. Cependant, ce n'est pas parce que *Adansonia digitata* (Baobab, symbole de l'administration sénégalaise) est abondant dans la partie sahélienne du Sénégal qu'on ne lui reconnaîtra pas de valeur monétaire ! La valeur d'un objet peut aussi être déterminée par le rôle que joue ledit objet dans la société, dans l'architecture et la construction du modèle sociétal. Aucune société n'échappe à cette détermination.

Les pays dits développés l'ont été à partir de leurs ressources civilisationnelles propres: la chine s'est appuyé sur le confucianisme, le Japon sur le shintoïsme, la France est bâtie sur le socle des valeurs judéo-chrétiennes, le Sénégal a pour constantes les valeurs nègres (*Bantoues*) forgées à travers les mythes, les croyances, les us et les coutumes. La valeur d'un objet repose ainsi dans la relation dialectique entre la perception de l'objet et son rôle tel que défini par "ceux qui savent". Le développement du Sénégal ne saurait se concevoir durablement sans valorisation de la base matricielle de la culture identitaire de ce pays que sont les savoirs endogènes qui se transforment, se métamorphosent et se monétarisent au contact de valeurs extérieures. La monétarisation des savoirs endogènes est un processus qui intègre, à la fois, la verticalité du temps entre le traditionnel et le contemporain et l'horizontalité de l'espace caractérisé par sa porosité et son ouverture "aux pollens fécondants de l'universel" comme le dit le Président-poète Léopold Sédar Senghor.

La monétarisation des services écosystémiques pour un développement endogène doit être un projet subjectif de réalisation de soi par soi et pour soi. L'industrialisation du *pain de singe* (fruit de *Adansonia digitata*), du *Rate* (feuille de *Combretum glutinosum*) ou du *Quinquéliba*

(feuille de *Combretum micranthum*) aujourd'hui, demain du *Soump* (fruit de *Balanites aegyptiaca*), du *Ditax* (fruit de *Detarium senegalensis*), du *Oule* (fruit de *Parkia biglobosa*) ou encore du *Madd* (fruit de *Saba senegalensis*), sera le résultat à la fois opératoire et opérationnel issu de l'acte objectif de monétarisation d'une subjectivité qui a pensé et théorisé les rapports dialectiques des ces plantes et fruits "sauvages" avec la société sénégalaise. C'est bien notre société qui déterminera *in fine* leur capital comme ressource propre à investir.

Il appartient aux hommes de science *lato sensu* c'est-à-dire tous ceux qui ont un rapport spécifique à l'étude, à la recherche et à l'enseignement ou à la culture en générale de répertorier les savoirs liés aux écosystèmes, de les analyser et de les rationaliser en références aux pratiques scientifiques modernes ou monétarisées. Il devient donc quasi obligatoire d'inventer de nouveaux paradigmes, car les anciennes références seront, peut-être devenues inopérantes dans le champ de la pratique scientifique et du travail épistémologique. En filigrane, il s'agit de faire émerger un nouvel esprit scientifique, fait de rupture critique mais d'ouverture selon le mot de Bachelard. Est-ce une nouvelle "raison" qu'il s'agit de créer à travers la rationalisation de l'émotion?

D'après les travaux des chercheurs de l'Ecole de Francfort sur la notion de raison, on peut retenir que le mode de perception de la raison est pluriel. «Penser la rationalité comme exigence universelle, inhérente à toutes les cultures, en reconnaître les modèles concurrentes ou complémentaires, en examiner de manière critique les formes aujourd'hui dominantes (...) et, ouvrir des pistes pouvant permettre de construire de plus en plus large, de plus en plus universelle (...)» va permettre aux savoirs endogènes de s'intégrer sur l'axe du progrès comtien des trois états théologique, métaphysique et positiviste.

Combien devrions nous monnayer la racine de gingembre qui aura subie une transformation "industrielle" pour être consommée selon les normes du marché universel ? Quel sera son prix réel ? Le cours du marché ou le service rendu par la racine? Et s'il s'agit d'une autre racine dont la cueillette exige une approche ritualisée et mystique, qu'en sera le prix industriel ? Aura-t-elle le même effet curatif, le même principe actif ?

Mais, en vérité que faut-il monétariser : le savoir ou le service ? Si l'adjectif endogène renvoie à l'ancien et l'archaïque la plus-value que pourrait avoir le savoir qui s'en prévaut ne pourrait qu'en être dévaluée, dans la société sénégalaise actuelle. Peut être même réservée à une certaine élite. Or, la monétarisation recherche un effet de masse, un effet industriel qui fait disparaître le côté exotique et fantastique du savoir, ce qui rend le service plus simple et plus accessible.

La raison de la promotion des savoirs endogènes au Sénégal peut être reliée au combat contre le sous-développement économique et social qui est le prolongement de son sous-développement scientifique et technologique, où d'une part, tout ce qui est consommé dans ce pays vient pratiquement de l'étranger. Rien que dans le domaine de la pharmacopée les savoirs issus des cultures *Wolof*, *Sérère* ou *Diola* sont presque ignorés.

L'urgence semble donc être à la levée des obstacles idéologique et épistémologique car le premier permet de sortir de l'approche ethnologique et d'en briser le particularisme culturel. Tandis que le second ouvre par un travail critique le mode d'existence matérielle en les faisant passer par des procédures de validations logique et méthodologique universelles.

4. Épistémologie et reconstruction mentale: quelques pistes pour l'élaboration d'un référentiel socio-économique

Nous en sommes convaincus, c'est sur le terreau culturel sénégalais que le référentiel socio-économique se construit. Ce référentiel doit être un nouvel espace mental et social de consignation "physiques" des savoirs au-delà de toute considération "métaphysique" et mystique. Le temps est peut être venu de sortir les génies de la forêt ! En tant que non-initié pouvons-nous être pertinents ? Que représente finalement l'arbre ? Est-ce un simple ligneux ? Ou bien est-il tout un monde ?

Physiquement, l'arbre se compose de trois parties : les racines, le tronc, et les branches. Les racines qui le maintiennent en équilibre puisent dans le sol les nutriments nécessaires à sa croissance. Ces nutriments fortifient le tronc qui prend, généralement, de plus en plus de volume, dans le temps. Les branches se multiplient concomitamment. La première fonction de l'arbre est une fonction de régulateur atmosphérique (absorption du gaz carbonique par la photosynthèse c'est-à-dire la synthèse de substances organiques réalisée par les plantes à partir d'eau et de gaz en présence de lumière). Mais ce sont les processus chimiques, biochimiques et biologiques qui lui confèrent une importance écologique saisie à travers son cycle de floraison, de maturation et de production tenant compte des aléas du climat ou bien de la pauvreté ou pas des sols.

A cela s'ajoute la perception globale, intégrale et intégrative des différentes particularités sociales et culturelles des réalités sénégalaises. Nous en sommes convaincus, la reconstruction mentale est un concept de combat, de confrontation, de synthèse et enfin d'auto-construction à partir d'un imaginaire cartésien. Elle ne se fera qu'à travers la réconciliation, le dialogue, la discussion, la sélection, la synthèse et l'élaboration de nouveaux référentiels.

Dans un registre connexe, Boisvert (2013) en réfléchissant sur "L'économie de la biodiversité" précise que "des formes locales de patrimonialisation de la nature ont été étudiées dans différents contextes de pays du Sud (Cormier Salem et *al.*, 2002; 2005) mais, l'économie était peu mobilisée". Et, la question est dit Boisvert (*op. cit.*) de définir comment la notion de patrimonialisation peut être abordée en économie et évaluer la portée heuristique d'une telle notion dans l'analyse du régime international de conservation de la biodiversité (Krasner, 1982).

Doit-on au Sénégal, au nom de la patrimonialisation des savoirs et de la nature verser dans le protectionnisme dans sanctuaires écologiques sans (re) formulation des règles d'accès, d'appropriation et de sauvegarde des ressources ? (Cormier-Salem et Roussel, 2005).

L'un des préalables serait, sans nul doute, de construire un nouveau paradigme relationnel entre l'utilisateur et la ressource " à partir de trois éléments interdépendants : l'ancienneté d'occupation, les pratiques traditionnelles de gestion des ressources, et l'organisation communautaire que les plans politique et foncier" (Albert et *al.*, 2008 ; Almeida, 1994).

L'autre des préalables serait de casser, à tout le moins de limiter, la représentation qui fait de la "Norme" occidentale la référence par un compromis dynamique entre les initiés détenteurs de savoirs particuliers locaux et l'industrie du Nord qui disposent des moyens techniques pour tirer la quintessence d'une espèce, la rationaliser et la monétariser sur une échelle globale. Ce compris est légitimé par ce que "les droits sur les ressources génétiques in situ et leurs usages locaux ne sont pas reconnus, alors qu'une fois prélevées, isolées et analysées dans des laboratoires, ces ressources peuvent donner lieu à des innovations brevetées et permettre à leurs détenteurs d'en contrôler l'utilisation future" (Boisvert, 2013).

Il faut bien en convenir, signataire de la Convention sur la diversité biologique de 1992, le Sénégal, dans le cadre des politiques globales de l'environnement, est "conscient de la valeur intrinsèque de la diversité biologique et de la valeur de la diversité et de ses éléments constitutifs sur les plans environnemental, génétique, social, économique, scientifique, éducatif, récréatif et esthétique" comme le dispose le préambule de l'acte de Rio. Mais, il peut s'appuyer sur l'élaboration d'un cadre juridique qui annonce les droits des détenteurs de savoirs endogènes et des utilisateurs des ressources écosystémiques, complété par des dispositions particulières sur le partage équitable des avantages que confère la diversité biologique.

Conclusion

Les savoirs endogènes comme capital culturel et scientifique représentent un potentiel épistémologique et social pour le développement du Sénégal. Ils sont le lieu génésique du développement endogène. Le paradigme posé par sa monétarisation semble plombé par la subjectivité du Développement qui replace les sous-développés face au choix logique et épistémologique d'appropriation de la dynamique de l'histoire.

C'est le défi éthique, politique et civilisationnel que le Sénégal doit affronter pour réussir le pari du développement qui pose et ouvre les dimensions de l'humain à ses possibilités. Tenter de faire le lien entre savoirs endogènes et services écosystémiques n'est pas qu'une posture méthodologique mais, un essai de construction systémique d'une base "savoir-qualité" et "qualité-territoire" pour ajouter de la valeur à de nombreux anthropo-écosystèmes du delta du fleuve Sénégal au bassin de la Casamance, de la forêt de *Bandia* aux terres arides des vallées fossiles du *Ferlo*.

Pour conclure, nous posons une question. Comment et pourquoi jusque-là les initiés, les chercheurs, les autorités de l'Etat du Sénégal se laissent-ils enfermer dans les apories de conventions internationales qui semblent réduire les savoirs tirés des écosystèmes dans un rôle culturel symbolique, réminiscences d'un autre âge ?

Références bibliographiques

BADINI A. (2011): Ki-Zerbo, 1922 Perspectives. Revue trimestrielle d'éducation comparée, Paris, UNESCO. Bureau international d'éducation, vol. XXIX, n° 4, 1999, p. 699-711.

BIDIMA J-G (1995): La philosophie négro-africaine, Paris, P.U.F.

BADOGO O. (2009): Savoir endogènes et défis de la modernité scientifique : réflexions d'un archéologue, l'ancien et le nouveau. La production du savoir dans l'Afrique d'aujourd'hui, (sous la direction de Paulin J. HOUNTONDJI), Cotonou, Centre Africain des Hautes Etudes.

BOISVERT V. (2013): Effervescence patrimoniale au Sud - Entre nature et société. IRD Ed. (Editeurs scientifiques Dominique J-B, Cormier Salem M-C, de Robert P., Roussel B.), Paris.

CORMIER-SALEM M-C (2002): Patrimonialiser la nature tropicale. Dynamiques locales, enjeux internationaux, Paris, IRD Ed., coll. Colloques et Séminaires.

CORMIER-SALEM M-C (2005): Patrimoines naturels au Sud. Territoires, identités et stratégies locales, Paris, IRD Ed., coll. Colloques et Séminaires.

DIAGNE M. (1992): Contribution à une critique du principe des paradigmes dominants, La natte des autres. Pour un développement endogène en Afrique, Acte du colloque du Centre de Recherche pour le Développement Endogène (C.R.D.E.), Bamako, 1989, CODESRIA, Karthala, Paris.

ÉTOUNGA-MANGUELE D. (1992): L'Afrique a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement culturel ? Nouvelles du Sud, Paris.

FANON F.(1952): Peau noire, masques blancs. Présence Africaine, Paris.

HOUNTONDJI P.J. (1994): Les savoirs endogènes, pistes pour une recherche, Karthala, Paris.

HOUNTONDJI P.J. (2002): Introduction, la rationalité une ou plurielle. Dakar/Paris, Codesria/Unesco, Dakar/Paris.

HOUNTONDJI P.J. (2009): La production du savoir dans l'Afrique aujourd'hui, l'ancien et le nouveau. Centre Africain des Hautes Études, Cotonou.

KABOU A. (1996): Et si l'Afrique refusait le développement ? L'Harmattan, Paris.

KI-ZERBO J. (1962): La crise actuelle de la civilisation africaine. Rencontre internationales de Bouaké. Tradition et modernisme en Afrique, Seuil, Paris.

KI-ZERBO J. (1972): Le monde africain noir, Hatier, Paris.

KI-ZERBO J. (1992): Le développement clé en tête. La natte des autres. Pour un développement endogène en Afrique, Acte du colloque du Centre de Recherche pour le Développement Endogène (C.R.D.E.), Bamako, 1989, CODESRIA, Karthala, Paris, Karthala.

KI-ZERBO J. (2003): À quand l'Afrique ? Entretien avec René Holenstein. Éd. De l'Aube, Paris.

KI-ZERBO J. (2008): Histoire critique de l'Afrique, Panafrika/Silex/ Nouvelles du Sud, Dakar.

KI-ZERBO J. (2009), Regard sur la société africaine. Panafrika/Silex/ Nouvelles du Sud, Dakar.

EDGAR M.M. (2008): Prolégomènes méthodologiques à l'étude épistémologique des savoirs traditionnels africains. Ethiopiques, Paris.

MEMMI A. (1989): Portrait du colonisé, portrait du colonisateur. Éd. Francophone, Paris.

NIAMKEY K. (1992): L'exigence d'endogénéité et la problématique du développement. La natte des autres. Pour un développement endogène en Afrique, Acte du colloque du Centre de Recherche pour le Développement Endogène (C.R.D.E.), Bamako, 1989, CODESRIA, Karthala, Paris.

OUATTARA B. (2003): Figures ethnologiques de la pensée. Cahiers d'études africaines en ligne, 157 200, mis en ligne le 24 avril 2003, URL : <http://etudesafricaines.revues.org/4>.

SORO G. A. (2006): De l'exigence d'une école culturellement intégrée et la problématique du développement de l'Afrique chez Joseph Ki-Zerbo. Ethiopiques n° 77. Coll. "Littérature, philosophie et art", Paris.